ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise le 19 août 1985, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions d'octroi et le taux des subventions pour les plantations d'alignement et pour les plantations, l'équipement, l'aménagement et le réaménagement de terrains en vue de la conservation ou la création d'espaces verts publics", a donné le 26 août 1985 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 19e augustus 1985 door de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en het percentage van de toelagen voor laanbeplantingen en voor beplantingen, voorzieningen, inrichting en herinrichting van gronden met het oog op het behoud of de aanleg van openbare groene ruimten", heeft de 26e augustus 1985 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

L'arrêté en projet (article 11) ne modifie que l'article 2, § 1er, 1°, d), de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux pour les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de wateringues. L'alinéa 3 devrait, dès lors, être complété par les mots : "..., notamment l'article 2, § 1er, 1°, d), modifié par l'arrêté royal du 1er février 1960;".

L'alinéa 4 doit être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 28 mars 1977 organique de la rénovation d'îlots dans la Région bruxelloise, modifié par les arrêtés royaux du 15 février 1978, du 14 novembre 1978 et du 7 septembre 1984;".

L'alinéa 6 vise un arrêté qui est abrogé entièrement par l'arrêté en projet. Il ne serait pas conforme à l'usage de viser cet arrêté au préambule. Dès lors, l'alinéa 6 doit être omis.

Le début de l'alinéa 7 doit être rédigé comme suit : "Vu l'accord du Ministre de la Région bruxelloise qui a le budget dans ses attributions, ...". Cet alinéa doit être complété par la mention de la date à laquelle cet accord a été donné.

Le projet étant soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, les alinéas 8 et 9 doivent être remplacés par un alinéa rédigé comme suit :

"Vu l'avis du Conseil d'Etat;".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'objet propre de l'alinéa 10, l'avis des membres de l'Exécutif étant déjà visé dans la formule de proposition. Il suggère donc de l'omettre.

DISPOSITIF.

Article ler.

Il est proposé de diviser l'article ler en deux articles :

-article ler : les paragraphes ler et 2 de l'article en projet;
-article 2 : le paragraphe 3 du même article.

Les textes seraient au surplus mieux rédigés comme suit :

"Article ler.-

Il faut entendre par "espace vert public" au sens du présent arrêté, tout espace couvert de végétaux, tel un parc ou un jardin, comprenant ou non un plan d'eau, qui présente un intérêt du point de vue de l'hygiène ou un intérêt social, pédagogique, scientifique, urbanistique ou esthétique, à la condition qu'il ne soit pas réservé à l'approvisionnement.

Il faut entendre par "plantation d'alignement" au sens du présent arrêté, toute plantation en ligne complémentaire à un espace vert public.

Article 2.-

... (comme à l'article ler, § 3, du projet, sauf à écrire, dans le texte français, "alinéa ler" et non "alinéa 1", et à tenir compte de la reprise des missions de la Société nationale du Logement par la Société du Logement de la Région bruxelloise (voir l'article 4 de l'arrêté royal du 9 août 1985 constituant la Société du Logement de la Région bruxelloise et approuvant ses premiers statuts - Moniteur belge du 23 août 1985), en rédigeant le texte qui suit l'avant-dernier tiret comme suit :

" - la Société du Logement de la Région bruxelloise et les sociétés agréées par elle ou qui l'ont été par la Société nationale du Logement".

Article 2 (devenant l'article 3).

Au paragraphe ler, 2°, les mots "complémentaires à un espace vert public" peuvent être omis puisque l'article ler définit comme telles les plantations d'alignement.

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Le taux de la subvention est porté à 100 pour cent de la dépense pour les travaux et les études visés au paragraphe ler, lorsque :

1° des travaux de plantations ... (comme au projet);

2° des travaux d'expérimentation ... (comme au projet);

.../...

3° le Ministre en reconnaît l'intérêt régional, compte tenu, notamment, de la possibilité d'utilisation de l'espace vert public par les habitants d'autres communes, de la mise en valeur de monuments historiques ou classés, ou de plans d'eau ou encore de l'insuffisance d'espaces verts publics dans l'environnement.

La subvention au taux de 100 pour cent ne peut être accordée par le Ministre qu'après délibération de l'Exécutif de la Région bruxelloise".

+

La procédure d'octroi de la subvention pourrait faire l'objet d'un chapitre distinct commençant avant l'article 8.

Article 3 (devenant l'article 4).

Dans le texte néerlandais du paragraphe 2, il conviendrait d'écrire "... van particulieren of van andere publiekrechtelijke personen dan de opdrachtgever" au lieu de "... van particulieren of andere publiekrechtelijke personen van de opdrachtgever".

Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. La subvention pour les frais d'études nécessaires à l'élaboration du projet ne peut dépasser les montants fixés selon le barème de l'Association Belge des Architectes de Jardins et des Architectes Paysagistes (ABAJP), union professionnelle reconnue".

Article 4 (devenant l'article 5).

Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, il convient de supprimer le mot "mogelijkerwijze".

Article 5 (devenant l'article 6).

Le début de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Le taux de la subvention fixé à l'article 3, § 1er, peut être porté à 100 pour cent sur demande motivée de la personne de droit public ...".

Article 6 (devenant l'article 7).

Il convient d'écrire, dans le texte néerlandais, "plan van aanleg" au lieu de "stedebouwkundig plan".

Article 7 (devenant l'article 8).

Il s'indiquerait d'intervertir les paragraphes 1er et 2.

Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er (qui devient le paragraphe 2), il convient d'écrire dans la deuxième phrase "plan" au lieu de "programma".

On peut se demander s'il n'est pas excessif d'imposer aux bénéficiaires - notamment aux communes - l'interdiction d'aliéner et de modifier la destination des espaces verts publics, sans limitation de durée et sans possibilité de dérogation. Sous cette réserve, le texte suivant est proposé pour le paragraphe 3 :

"§ 3. L'octroi de la subvention est subordonné à l'engagement du bénéficiaire de la subvention de ne pas aliéner, en tout ou en partie, l'espace vert public et de ne pas en modifier la destination".

A propos du paragraphe 4, le Conseil d'Etat ne peut que rappeler avec insistance l'observation qu'il avait faite dans l'avis n° L. 14.628/9 du 7 décembre 1983 relativement à l'article 12 du projet alors examiné :

"Une disposition analogue figure sous l'article 7 de l'arrêté royal du 9 avril 1976 précité. Cette disposition n'est cependant pas compatible avec l'article 3 de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions, qui règle les modalités du remboursement des subventions".

Le paragraphe 4 doit donc être omis.

Article 8 (devenant l'article 11).

Cet article serait mieux à sa place après l'article 10.

Le texte suivant est proposé :

"Article 11.-

Le Ministre détermine la composition du dossier de demande de subvention, la présentation du projet des travaux et les documents relatifs à la passation du marché".

Article 9.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 :

"Le Ministre notifie au demandeur l'octroi de la subvention pour les frais d'études et la promesse de subvention pour les travaux".

Article 10.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 10.-

§ 1er. Sous peine de caducité de la promesse de subvention pour les travaux, le demandeur ... (la suite comme au projet).

§ 2. Le Ministre statue sur l'octroi de la subvention pour les travaux, dans les nonante jours de la réception du dossier par l'administration des travaux subsidiés ... (la suite comme au projet).

§ 3. L'octroi de la subvention est notifié au demandeur.

... (la suite comme au projet)".

Article 11 (devenant l'article 12).

Au début de cet article, il convient d'écrire : "L'article 2, § 1er, 1°, d, de l'arrêté du Régent ...".

Mieux vaudrait écrire, à la fin de cet article, "plantations non visées par le présent arrêté".

Article 12 (devenant l'article 13).

Il faut écrire, à la fin de l'article, "est abrogé" au lieu de "est annulé" dans le texte français.

Article 13 (devenant l'article 14).

Il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat que c'est par erreur qu'il a été écrit "5 octobre 1985" au lieu de "5 octobre 1984".

+

OBSERVATION FINALE.

Lorsqu'un article est divisé en paragraphes, il n'y a pas lieu de faire figurer, à la fin de ceux-ci, un point-virgule mais un point.

AANHEF.

Het ontworpen besluit (artikel 11) wijzigt slechts artikel 2, § 1, 1°, d) van het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of van wateringen. Het derde lid zou derhalve aangevuld moeten worden met de woorden : "..., inzonderheid op artikel 2, § 1, 1°, d), gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1960;".

Het vierde lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 28 maart 1977 houdende organisatie van de woonkernvernieuwing in het Brusselse Gewest, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 februari 1978, 14 november 1978 en 7 september 1984;".

Het zesde lid verwijst naar een besluit dat door het ontworpen besluit volledig wordt opgeheven. Het zou niet gebruikelijk zijn om in de aanhef naar dat besluit te verwijzen. Het zesde lid moet bijgevolg vervallen.

Het begin van het zevende lid behoort als volgt te worden geredigeerd : "Gelet op het akkoord van de Minister van het Brusselse Gewest tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, ...". Het lid moet worden aangevuld met de datum waarop dat akkoord is gegeven.

.../...

Aangezien het ontwerp voor advies is voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State, moeten het achtste en het negende lid worden vervangen door een als volgt geredigeerd lid :

"Gelet op het advies van de Raad van State;".

Het is de Raad van State niet duidelijk wat het tiende lid eigenlijk beoogt daar in het voordrachtformulier toch naar het advies van de leden van de Executieve wordt verwezen. De Raad stelt dus voor het te laten vervallen.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Er wordt voorgesteld van artikel 1 twee artikelen te maken :

- artikel 1 : de paragrafen 1 en 2 van het ontworpen artikel.

- artikel 2 : paragraaf 3 van hetzelfde artikel.

Het zou bovendien beter zijn de teksten als volgt te redigeren :

"Artikel 1.-

Onder "openbare groene ruimte" in de zin van dit besluit moet worden verstaan, elke met gewassen bedekte ruimte, zoals een park of een tuin, die al of niet een waterplas omvat en die belang heeft vanuit het oogpunt van de hygiëne of een maatschappelijk, pedagogisch, wetenschappelijk, stedebouwkundig of esthetisch belang heeft, op voorwaarde dat zij niet bestemd is voor de bevoorrading.

.../...

Onder "laanbeplanting" in de zin van dit besluit moet worden verstaan elke beplanting in lijn die een aanvulling is van een openbare groene ruimte.

Artikel 2.-

... (zoals in artikel 1, § 3, van het ontwerp, met dien verstande dat men in de Franse tekst "alinéa ler" en niet "alinéa 1" zou moeten schrijven en er rekening mee zou moeten houden dat de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij de opdrachten van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting heeft overgenomen (zie artikel 4 van het koninklijk besluit van 9 augustus 1985 tot oprichting van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en tot goedkeuring van haar eerste statuten - Belgisch Staatsblad van 23 augustus 1985) zodat de tekst van het voorlaatste streepje als volgt zou moeten worden geredigeerd :

"- de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en de door haar of door de Nationale Maatschappij voor Huisvesting erkende maatschappijen".

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt).

In paragraaf 1, 2°, kunnen de woorden "als aanvulling van een openbare groene ruimte" vervallen omdat artikel 1 de laanbeplantingen als zodanig definieert.

Het zou beter zijn paragraaf 2 als volgt te stellen :

"§ 2. Het subsidiëringspercentage wordt gebracht op 100 percent van de uitgave voor de in paragraaf 1 bedoelde werkzaamheden en studies, wanneer :

.../...

1° aanplantingswerken ... (zoals in het ontwerp);

2° proefbeplantingswerken ... (zoals in het ontwerp);

3° de Minister er het gewestelijk belang van erkent, met inachtneming inzonderheid van de mogelijkheid dat de openbare groene ruimte door de inwoners van andere gemeenten gebruikt wordt, van het tot gelding brengen van historische of beschermde monumenten of van waterplassen, of ook nog van de ontoereikendheid van openbare groene ruimten in de omgeving.

De toelage tegen 100 percent kan door de Minister slechts worden toegestaan na beraadslaging en beslissing door de Executieve van het Brusselse Gewest".

+

De procedure voor toekenning van de toelage zou geregeld kunnen worden in een afzonderlijk hoofdstuk dat vóór artikel 8 zou beginnen.

.../...

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

In de Nederlandse tekst van paragraaf 2 schrijve men "... van particulieren of van andere publiekrechtelijke personen dan de opdrachtgever" in plaats van "... van particulieren of andere publiekrechtelijke personen van de opdrachtgever".

Het zou beter zijn paragraaf 3 als volgt te redigeren :

"§ 3. De toelage voor de kosten van de studies die noodzakelijk zijn voor het opmaken van het ontwerp mag niet hoger zijn dan de bedragen die vastgesteld zijn volgens het tarief van de erkende beroepsvereniging "Belgische Vereniging van Tuin- en Landschapsarchitecten".

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

In de Nederlandse tekst van paragraaf 1 schrappe men het woord "mogelijkerwijze".

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

Het begin van het eerste lid zou als volgt moeten worden gesteld :

"Het in artikel 3, § 1, vastgestelde subsidiëringspercentage kan, ... wanneer de financiële middelen van die persoon hem ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

Men schrijve in de Nederlandse tekst "plan van aanleg" in plaats van "stedebouwkundig plan".

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt).

De paragrafen 1 en 2 zouden in omgekeerde volgorde moeten worden opgenomen.

In de Nederlandse tekst van paragraaf 1 (die paragraaf 2 wordt) schrijve men in de tweede volzin "plan" in plaats van "programma".

Men kan zich afvragen of het niet overdreven is dat aan de begunstigden - meer bepaald aan de gemeenten - zonder beperking in de tijd en zonder mogelijkheid tot afwijking, verbod wordt opgelegd om de openbare groene ruimten te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen. Onder dit voorbehoud wordt voor paragraaf 3 de volgende tekst voorgesteld :

"§ 3. Opdat de toelage kan worden toegekend, moet de begunstigde de verbintenis aangaan de openbare groene ruimte niet geheel of ten dele te vervreemden noch de bestemming ervan te wijzigen".

Wat paragraaf 4 betreft, kan de Raad van State alleen met aandrang herinneren aan de opmerking die hij in advies L. 14.628/9 van 7 december 1983 gemaakt had ten aanzien van het toen onderzochte artikel 12 van het ontwerp :

.../...

"Artikel 7 van het voormelde koninklijk besluit van 9 april 1976 bevat een soortgelijke bepaling. Die bepaling is echter niet verenigbaar met artikel 3 van het koninklijk besluit nr 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen, dat de wijze van terugbetaling van de toelagen regelt".

Paragraaf 4 moet dus vervallen.

Artikel 8 (dat artikel 11 wordt).

Dit artikel zou beter na artikel 10 komen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 11.-

De Minister bepaalt de samenstelling van het dossier betreffende de aanvraag om toelage, de vorm van het ontwerp van de werken en de bescheiden voor het gunnen van de opdracht".

Artikel 9.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweede lid :

"De minister geeft de aanvrager kennis van de toekenning van de toelage voor de studiekosten en van de toezegging van subsidiëring van de werken".

.../...

Artikel 10.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"Artikel 10.-

"§ 1. De aanvrager moet, op straffe van verval van de toezegging van subsidiëring van de werken, binnen honderdtwintig dagen na de kennisgeving van die toezegging, degene aanwijzen aan wie de opdracht wordt gegund. De termijn kan ... (voorts zoals in het ontwerp).

§ 2. De Minister beslist over de toekenning van de toelage voor de werken binnen negentig dagen na ontvangst van het dossier door het bestuur van gesubsidieerde werken ... (voorts zoals in het ontwerp).

§ 3. De toekenning van de toelage wordt ter kennis van de aanvrager gebracht.

... (voorts zoals in het ontwerp, maar men schrappe de komma na toelage en plaatse er een na "dient" en schrijve "degene aan wie de opdracht is gegund" in plaats van "de toegewezene van de opdracht")".

Artikel 11 (dat artikel 12 wordt).

Vooraan in het artikel moet worden gelezen : "Artikel 2, § 1, 1°, d, van het ...".

Het zou beter zijn aan het einde van dit artikel te schrijven "de niet in dit besluit bedoelde beplantingen betreft".

.../...

Artikel 12 (dat artikel 13 wordt).

In de Franse tekst moet men aan het einde van het artikel "est abrogé" schrijven, in plaats van "est annulé".

Artikel 13 (dat artikel 14 wordt).

Uit de aan de Raad van State verschafte inlichtingen blijkt dat bij vergissing "5 oktober 1985" is geschreven, in plaats van "5 oktober 1984".

+

SLOTOPMERKING.

Wanneer een artikel in paragrafen is ingedeeld, behoort aan het einde van die paragrafen geen kommapunt te staan, maar een punt.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
A. VANWELKENHUYZEN, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. THOMAS, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen d Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht va de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebrach door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.